

La Flandre, fausse jumelle de la Catalogne

**LES NATIONALISTES
FLAMANDS ONT
COMPRIS QU'IL
N'Y AURA PAS
D'« EUROPE À 95 »,
COMME LE DIT
JEAN-CLAUDE
JUNCKER**

Analyse

JEAN-PIERRE STROOBANTS
BRUXELLES (BUREAU EUROPÉEN) - correspondant

Lorsqu'ils se rendaient à Bruxelles, Carles Puigdemont et ses prédécesseurs trouvaient porte close. Sauf du côté des autorités régionales de Flandre, où leur combat pour l'indépendance faisait écho à celui d'une « nation flamande » en marche vers l'autonomie, débarrassée des oripeaux d'un Etat belge qui aurait, à leurs yeux, trop longtemps bafoué une langue, une culture, une identité et entraverait, désormais, un développement économique remarquable.

A Barcelone, les nationalistes flamands sont, depuis des décennies, considérés comme des compagnons de route et des pionniers, parce qu'ils sont parvenus à arracher au pouvoir central belge un éventail de compétences tellement large qu'il peut préfigurer une indépendance ardemment désirée.

Pourtant, alors que la naissance d'une nouvelle République a été décrétée à Barcelone, alors que la bannière or et rouge de la Catalogne flotte, à Bruxelles, sur le siège du parti nationaliste l'Alliance néo-flamande (N-VA) – le parti qui domine la vie politique dans le nord de la Belgique –, l'explosion de joie ne s'est pas produite, vendredi 27 octobre. Geert Bourgeois, le président du gouvernement régional de Flandre, membre historique de la N-VA, s'est contenté de plaider pour « une concertation, un dialogue » entre Madrid et Barcelone,

sous l'égide de l'Union européenne – tout en sachant que celle-ci s'y refuse obstinément.

Et si l'un ou l'autre élu de ce parti, dont les statuts prônent une Flandre indépendante, a émis une protestation contre l'attitude de l'UE, ses principaux dirigeants semblaient se ranger derrière le premier ministre fédéral, le libéral francophone Charles Michel, qui a, lui aussi, prôné « le dialogue » et « une solution pacifique ». Une manière de se couler dans la position officielle de l'Union sans heurter le partenaire essentiel de sa coalition, cette N-VA, qui draine près d'un électeur flamand sur trois. M. Michel avait été le seul chef de gouvernement européen à condamner les violences policières lors du référendum du 1^{er} octobre, s'attirant les foudres de Mariano Rajoy mais ménageant déjà ses alliés nationalistes.

DÉGÂTS INCALCULABLES

Le jour de l'indépendance de la Catalogne, qui aurait dû marquer l'aboutissement de longues années de lutte en commun et préfigurer des lendemains radieux, a été, en réalité, surtout celui des questions et du dilemme pour la N-VA, ainsi que pour les tenants du « Mouvement flamand ». Cette nébuleuse est porteuse d'une vision romantique qui assimile les notions de langue, de nationalité et de race – chacune étant dosée selon ses différents courants, du centre gauche à l'extrême droite, qui la composent. Elle aurait aimé que se forgent à Barcelone un exemple et un espoir européens. Mais voilà que M. Puigdemont et ses comparses s'enlisent dans un projet apparemment voué au chaos.

Certains hauts responsables de la N-VA, comme Jan Jambon, ministre de l'intérieur, ou surtout Theo Francken, secrétaire d'Etat à l'immigration, ont certes dit leur sympathie pour la cause catalane, estimant, à l'époque où l'indépendance restait une utopie, qu'elle pourrait entraîner une énième crise belge. M. Francken a, certes, proposé d'abriter un président catalan en exil et déclenché un psychodrame avec la venue en Belgique du président destitué, lundi 30 novembre, mais, en réalité, plus personne ne veut provoquer la dite crise. Quitte, pour ces responsables, à décevoir les ultras de leur famille, qui retourneront vers l'extrême droite séparatiste et xéno-

phobe du Vlaams Belang.

L'épisode catalan, qui aurait dû être un jalon pour les partisans des petites entités dans une grande Europe des régions, servira désormais de repoussoir pour les dirigeants nationalistes flamands. Ils savent qu'il ne symbolisera pas le rêve indépendantiste auquel beaucoup de leurs concitoyens ont d'ailleurs peine à croire – 70 % à 90 % des Flamands se disent favorables au maintien d'un Etat belge.

Ces responsables ont compris qu'il n'y aura pas d'« Europe à 95 », comme le dit Jean-Claude Juncker. Parce que l'Europe à 28 – et bientôt 27 – est déjà difficilement gérable. Parce que ni à Berlin, ni à Paris, ni ailleurs, on ne mettra le doigt dans le dangereux engrenage d'un débat sur les frontières, quelle que

soit la légitimité de certaines revendications régionales, pas toutes dictées par l'égoïsme et le repli. Les dirigeants nationalistes flamands ont jusqu'ici affirmé que la construction européenne ne pouvait que favoriser le processus d'évaporation ou de désintégration d'un Etat aussi faible. D'autre part, soulignent-ils, l'accroissement continu des pouvoirs dévolus aux régions du royaume rendra lui aussi superflu le même Etat, réduit à une peau de chagrin et noyé dans l'océan de la globalisation.

Bye bye Belgium ? Ils oublient un troisième élément : la fermeté affichée par les dirigeants de l'Union, quoi qu'ils pensent de l'attitude de M. Rajoy, a montré qu'il n'y aurait pas plus d'indulgence, demain, pour une Flandre indépendante que pour une République catalane. Elle sortirait du cadre européen et aurait toutes les peines à y revenir, avec, dans l'intervalle, des dégâts incalculables.

D'abord réalistes, les dirigeants de la N-VA et leurs alliés vont donc réorienter leur stratégie. L'affirmation de l'identité politique flamande ne débouchera pas sur ce qui aurait dû être sa suite logique, la création d'un Etat autonome. Ils voulaient quitter l'« impossible » ménage à deux qu'ils forment avec la minorité francophone ? Ils vont plutôt poursuivre désormais ce qu'ils ont entrepris en accédant, pour la première fois, au pouvoir fédéral en 2014 : accroître leur place et leur pouvoir dans cette maison commune et prendre en main les destinées de ce pays dont ils ne voulaient plus. ■

stroobants@lemonde.fr